



Bat Jean-Pierre, Courtin Nicolas (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar, XIX^e-XX^e siècles*

Rennes, Presses Universitaires de Rennes, collection « Histoire », 2012, 224 pp., ISBN 9 782753 521377

Amandine Lauro



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/chs/1573>

DOI : 10.4000/chs.1573

ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2015

Pagination : 132-135

ISBN : 978-2-600-01953-8

ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Amandine Lauro, « Bat Jean-Pierre, Courtin Nicolas (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar, XIX^e-XX^e siècles* », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 19, n°1 | 2015, mis en ligne le 01 juin 2017, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/chs/1573> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.1573>

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2020.

© Droz

Bat Jean-Pierre, Courtin Nicolas (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar, XIX^e-XX^e siècles*

Rennes, Presses Universitaires de Rennes, collection « Histoire », 2012,
224 pp., ISBN 9 782753 521377

Amandine Lauro

RÉFÉRENCE

Bat Jean-Pierre, Courtin Nicolas (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar, XIX^e-XX^e siècles*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, collection « Histoire », 2012, 224 pp., ISBN 9 782753 521377.

- 1 « Le monde colonisé est un monde coupé en deux. La ligne de partage, la frontière en est indiquée par les casernes et les postes de police »¹. La mise en exergue du constat de Frantz Fanon qui ouvre l'introduction du recueil d'essais rassemblés par Jean-Pierre Bat et Nicolas Courtin plonge d'emblée le lecteur au cœur du rôle stratégique du maintien de l'ordre en situation coloniale. Un rôle complexe, pluriel et multiforme, examiné ici par onze contributions qui confirment, en écho à Frantz Fanon, que les dispositifs, les pratiques et les acteurs du maintien de l'ordre engagent autant qu'ils construisent le tracé mouvant des frontières de la société, du pouvoir et de l'État colonial.
- 2 Longtemps négligé par l'historiographie – y compris récente – du fait colonial, le maintien de l'ordre est actuellement l'objet d'un (relatif) foisonnement éditorial dans le monde francophone. Dans le sillage de réunions scientifiques organisées autour des questions d'ordre et de police en situation coloniale, plusieurs publications sont en effet récemment parues, qui examinent ces objets sous des angles géographiques, impériaux et thématiques divers². L'ouvrage *Maintenir l'ordre colonial* se distingue donc par un triple parti-pris : celui de se concentrer sur le continent africain et sur Madagascar, sur les territoires de l'Empire français (à une exception près), et sur deux

grands axes thématiques (la question des dispositifs d'une part, celle des acteurs de l'autre). Ces choix reflètent les ambitions du projet collectif à l'origine de cette publication. Le nouveau *Groupe d'études sur les mondes policiers en Afrique* (GEMPA) (puisque c'est de lui qu'il s'agit), a en effet pour vocation de fédérer les recherches universitaires menées sur les polices coloniales dans l'empire français, en utilisant l'Afrique et Madagascar comme points d'ancrage pour questionner à la fois les spécificités et la diversité du *policing* tel qu'il s'est déployé dans les colonies françaises aux XIX^e et XX^e siècles.

- 3 C'est à revenir sur ces recherches et sur leurs objets que s'attache la contribution historiographique d'Emmanuel Blanchard et de Joël Glasman. Rappelant la position complexe qui fut celle du maintien de l'ordre dans le système colonial (centrale dans les justifications du projet impérial, mais peu pensée en tant que telle), les auteurs soulignent son omniprésence dans le fonctionnement quotidien de l'État colonial, derrière une terminologie souvent confuse dont le foisonnement est révélateur de la multiplicité des registres et des acteurs concernés : en d'autres termes, « sous couvert de n'en parler qu'à demi-mot, l'État colonial tend parfois à se fondre tout entier dans la question du maintien de l'ordre » (p. 13). Cette riche introduction s'articule autour d'une série de six thématiques qui permettent aux auteurs de développer une réflexion à la fois systématique et programmatique sur les principaux débats qui parcourent les travaux (récents et moins récents) sur le maintien de l'ordre en situation coloniale et sur les perspectives de recherches futures qu'ils suggèrent, notamment pour l'Empire français.
- 4 Parmi ces thématiques, la question de la « civilianisation » des dispositifs et des pratiques policières est sans doute celle qui résonne le mieux dans les contributions qui forment la première partie de l'ouvrage. Comprendre la fabrique de l'ordre colonial nécessite de considérer la police dans une acception élargie, qui intègre à la fois les forces militaires, civiles et de renseignement. La perméabilité permanente de ces différents corps, et l'absence d'une transition linéaire entre une période de conquête et de pacification dominée par la violence militaire d'une part, et une période de construction de l'État colonial dominée par une autorité civile d'autre part, sont flagrantes dans le cas du Sahara mauritanien étudié par Camille Évrard. L'interpénétration des forces militaires et policières y fait presque figure de cas d'école, tant elle marque les missions de la « police du désert » jusqu'à la fin de l'ère coloniale. De manière similaire, l'autre couple qui fonde le maintien de l'ordre colonial, celui de la police et du renseignement, repose lui aussi sur des frontières poreuses qui participent de cette hybridation sécuritaire à laquelle n'échappe pas même l'état colonial tardif. Comme le montre André Dia dans son étude sur le Cameroun français, les impératifs de la contre-insurrection amènent le pouvoir colonial à revenir à des organes mixtes qui adjoignent au dispositif policier un arsenal militaire, et qui permettent une articulation étroite des missions de renseignement et de la coercition judiciaire. Le poids des évolutions des menaces telles qu'elles sont identifiées par les autorités se révèle ici central et fait écho aux adaptations des dispositifs d'ordre aux besoins changeants du gouvernement colonial. La mise sur pied de la « garde indigène » de Madagascar au début du XX^e siècle telle qu'elle est analysée par Nicolas Courtin en est un exemple frappant. Elle témoigne en effet du modelage d'un appareil policier conçu pour répondre à des impératifs locaux qui dépassent les pratiques sécuritaires *stricto sensu* pour embrasser une large palette d'activités de nature politique mais aussi économique

(contrôle de la main-d'œuvre, mise au travail forcé, supervision de l'impôt, etc.), toutes cruciales pour assurer la viabilité de l'État colonial.

- 5 De manière générale, ces périodes de transition sont particulièrement intéressantes pour saisir les continuités et les ruptures qui marquent le *policing* colonial. Si le cas de Madagascar pose la question des rythmes d'introduction de nouveaux dispositifs et en corollaire de nouvelles pratiques (patrouilles, « bandes de police », etc.), l'étude de Romain Tiquet sur la Haute-Volta interroge directement les transferts (et donc aussi des héritages) des pouvoirs de police de l'État colonial aux États indépendants. Caractérisée par un « magma institutionnel » (p. 136), cette transition se révèle surtout marquée par les efforts de la France d'abord pour maintenir un ordre colonial de plus en plus contesté, ensuite pour conserver son influence sur ce pouvoir régalien dans son ancienne colonie. La sauvegarde des intérêts métropolitains passe ici par un recentrage du contrôle français sur la sûreté et le renseignement ainsi que par un « accompagnement » étroit de la transmission d'un appareil policier durablement politisé. Enfin, les moments de transitions ne se situent pas seulement aux bornes de la période coloniale : ils sont aussi présents tout au long de celle-ci, au gré de crises ou de périodes de tensions. Ces dernières peuvent ainsi fournir des observatoires passionnants sur les logiques de maintien de l'ordre comme sur les groupes qui les mettent en œuvre. C'est ce que démontre la contribution d'Elena Vezzadini qui examine la construction socioprofessionnelle du corps des officiers soudanais du Soudan britannique à la lumière de leur implication dans la révolution de 1924.
- 6 La deuxième partie de l'ouvrage propose une série de portraits de policiers coloniaux, dont les trajectoires illustrent les mutations des services de police et plus largement les évolutions des priorités du pouvoir colonial en matière de sécurité. La carrière des frères Béraud, étudiée par Bénédicte Brunet-La Ruche, est à cet égard particulièrement révélatrice. Entrés au service de l'administration coloniale dahoméenne au tournant du siècle, Xavier et Achille Béraud, participent à la conquête et à la pacification du territoire. En tant que – respectivement – interprète et policier, ils sont impliqués dans les évolutions du maintien de l'ordre, depuis les « tournées de police » du début du siècle (souvent plus proches, malgré leur dénomination, d'expéditions militaires), jusqu'à l'émergence, dans l'entre-deux-guerres, d'une police urbaine centrée sur la surveillance de nouvelles populations « suspectes » (élites susceptibles de velléités anticoloniales) et sur l'encadrement social et hygiéniste du développement urbain (contrôle de la mobilité, surveillance sanitaire, répression du vagabondage, etc.). La fluidité de ces deux parcours parallèles qui traversent plusieurs champs professionnels, comme celle, en miroir, de l'itinéraire plus tardif du burkinabé Hubert Kho (étudié par Romain Tiquet), renvoie également aux circulations qui caractérisent les carrières dans les forces de l'ordre coloniales et à la nature même des activités qu'il implique, aux frontières du militaire, de l'administratif et du policier *stricto sensu*.
- 7 De cette série de parcours, il ressort également l'importance de la question de l'engagement des agents africains dans le maintien de l'ordre colonial. Si d'autres catégories d'intermédiaires coloniaux ont fait l'objet d'études approfondies depuis plus d'une vingtaine d'années, les métiers de police restent peu étudiés. Leurs acteurs occupent pourtant une place centrale dans la constitution de l'ordre colonial, et les interrogations que leurs fonctions d'intermédiaires soulèvent sont fondamentales pour saisir la complexité de la part des colonisés dans la (re)production de l'ordre colonial. À nouveau, les carrières des frères Béraud se révèlent riches d'enseignements : à l'image

de leurs origines métisses, leurs parcours sont marqués par la position d'« entre-deux » que leur confèrent leurs responsabilités dans l'appareil de l'État colonial et leur statut de notables « évolués » dans la société dahoméenne. C'est d'ailleurs l'un des mérites de la contribution de Bénédicte Brunet-La Ruche que de poser la question des influences réciproques entre ces responsabilités et ce statut, et de leurs ambiguïtés : nous sommes ici bien loin du paradigme réducteur « collaboration vs. résistance » qui a longtemps caractérisé les appréciations de la participation des colonisés à l'État colonial. Il est d'ailleurs frappant de constater à quel point la question reste pertinente pour la génération suivante des gardiens de l'ordre colonial : de l'aube de la décolonisation au lendemain des indépendances, le pouvoir attend toujours de ses policiers qu'ils lui servent de « rempart politique » (p. 206), valorisant leur fidélité et ne se préoccupant guère de leur légitimité ou de leur visibilité auprès des populations locales. Durant ces périodes de transition tout particulièrement, le rôle des Européens au service des polices coloniales apparaît lui aussi bien éloigné d'une certaine imagerie traditionnelle des agents blancs du maintien de l'ordre. Comme le montrent Jean-Pierre Bat et Camille Évrard dans leurs articles respectifs, ces carrières impliquent des expériences d'autant plus complexes qu'elles sont menées « dans les plis de la décolonisation » (p. 196), c'est-à-dire durant une période charnière où les sociabilités et les compétences qui avaient jusque-là prévalu sont mises à l'épreuve.

- 8 On retrouve dans cette deuxième partie une série d'imperfections qui parcourent l'ouvrage : des articles de qualité et de longueur fort inégales, parfois peu contextualisés, mal rattachés à la problématique générale de l'ouvrage ou dont les (jeunes) auteurs ont des difficultés à tirer des conclusions qui dépassent le cadre de leurs études de cas. Il s'agit cependant là de défauts qui sont le propre de ce type de recueil, même si le travail éditorial aurait gagné à être plus soigné. Dans l'ensemble, ce livre collectif a le grand mérite d'ouvrir la voie à de nouvelles perspectives sur les dispositifs du maintien de l'ordre et les métiers de police en situation coloniale, et plus particulièrement dans l'Empire français : il reste à espérer que l'appel des éditeurs à des recherches croisées et approfondies sur ces thématiques soit entendu.

NOTES

1. Fanon, F., *Les damnés de la terre*, Paris, La Découverte, 2002 [éd. originale 1961], p. 47.
2. Voir notamment le dossier « Métiers de police » coordonné par Emmanuel Blanchard dans *Crime, Histoire & Sociétés/Crime, History & Societies*, 2011, 15, 2 ; le dossier « Ordre Colonial » publié dans la revue *Genèses*, 2012, 86, 1 ; le dossier « Corps habillés. Politique des métiers de l'ordre » coordonné par Marielle Debos et Joël Glasman dans la revue *Politique Africaine*, 2012, 128, 4 ; Denis, V., Denys, C. (dir.), *Polices d'empires*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012.

AUTEURS

AMANDINE LAURO

Université libre de Bruxelles